

# LETTRE D'INFORMATION

Numéro 7

JUILLET 2023

12<sup>ème</sup> année

## Indemnité kilométrique

Source : Moniteur Belge

Depuis juillet 2022, l'indexation du montant de l'indemnité kilométrique forfaitaire pour les déplacements professionnels effectués avec un véhicule privé intervient chaque trimestre, plutôt qu'une fois par an, en juillet.

Pour la période **de juillet à septembre 2023**, le montant a été ramené à **0.4237 €/km**

### Montants précédents

01/07/2022 au 30/09/2022	0.4170 €/km
01/10/2022 au 31/12/2022	0.4233 €/km
01/01/2023 au 31/03/2023	0.4259 €/km
01/04/2023 au 30/06/2023	0.4246 €/km

### Ce forfait kilométrique constitue pour le Fisc une norme sérieuse

Pour les employeurs et les entreprises du secteur privé, cette valeur forfaitaire est également importante. Le Fisc considère en effet qu'elle constitue une "norme sérieuse" pour ce qui concerne les indemnités payées aux travailleurs ou dirigeants d'entreprise au titre de remboursement de frais, à condition que le nombre de kilomètres **ne dépasse pas 24.000 kilomètres par an**.

### Quel est le régime fiscal et social de telles indemnités ?

Ces indemnités ne sont pas considérées comme de la rémunération. Elles sont donc exonérées d'impôt et de cotisations de sécurité sociale pour les bénéficiaires. Par ailleurs, l'employeur ou l'entreprise qui octroie ces défraiements peuvent les considérer comme des frais professionnels déductibles sans avoir à en démontrer ni la réalité ni les montants au moyen de documents probants.

### Nécessité de mentionner les indemnités sur une fiche fiscale

Le montant des indemnités forfaitaires payées doivent être renseignées sur une fiche fiscale 281.10 ou 20 selon qu'elles sont payées à un travailleur salarié ou à un dirigeant d'entreprise.

À défaut d'une telle justification, l'administration a le droit de prouver qu'en réalité, la totalité ou une partie des indemnités octroyées par l'employeur constitue un **salaire déguisé**.



### TABLE DES MATIERES

#### Page 1

Indemnité kilométrique  
Dates importantes  
Indices

#### Page 2

Cotisation CO<sub>2</sub>

#### Page 3

Le retour des heures de relance

#### Page 4

Compétitivité - Report de paiement

### DATES IMPORTANTES

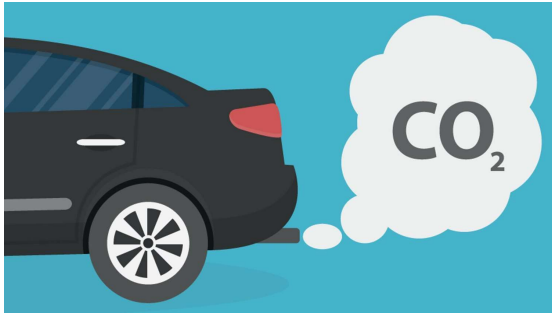
- Pour le 5 juillet : paiement de la provision ONSS ;
- Pour le 10 juillet : paiement du 2<sup>ème</sup> versement anticipé ;
- Pour le 15 juillet : paiement du précompte professionnel ;
- Pour le 20 juillet : paiement de la TVA pour les assujettis mensuels ;
- Pour le 20 juillet : paiement de la TVA du 2<sup>ème</sup> trimestre pour les assujettis trimestriels ;
- Pour le 31 juillet : paiement de l'ONSS.

### INDICE DE JUIN 2023

BASE	INDICE SANTE
2013	127,09
2004	153,49
1996	174,62

## Cotisation CO<sub>2</sub>

Source : Fleet.be



### L'ONSS confirme le mode de calcul de la cotisation CO<sub>2</sub> pour les voitures de société commandées à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2023

La logique à suivre est la suivante :

- La contribution au CO<sub>2</sub> est calculée et le multiplicateur de 2,25 est appliqué à ce calcul.
- Si le résultat de ce calcul est inférieur à la cotisation minimale, c'est cette dernière qui s'applique (sans qu'il soit nécessaire d'appliquer le multiplicateur à cette dernière).

Pour rappel, voici les formules applicables aux véhicules commandés à partir du 01/07/23 :

Véhicules à émission nulle, le minimum est de 31,34 €.

Diesel et diesel hybride rechargeable :  $[(CO_2 \text{ g/km} \times \text{EUR } 9) - 600] / 12 \times 1,5046 \times 2,25$

Essence et essence hybride rechargeable :  $[(CO_2 \text{ g/km} \times 9 \text{ EUR}) - 768] / 12 \times 1,5046 \times 2,25$

GNC/GPL :  $[(CO_2 \text{ g/km} \times 9 \text{ EUR}) - 990] / 12 \times 1,5046 \times 2,25$

Si le montant est inférieur à 31,34 €, le **minimum de 31,34 €** reste applicable.

La contribution de solidarité CO<sub>2</sub> ne s'applique qu'aux utilisateurs de voitures de société ayant le statut de salarié.

Les restrictions sur les déductions fiscales continueront à s'appliquer sans restriction à partir de 2025 pour les véhicules commandés à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2023.

Pour les véhicules commandés jusqu'au 30 juin 2023, la situation fiscale et sociale antérieure sera maintenue pendant **toute la durée de vie du véhicule.**



# Le retour des heures de relance

Sources : Lex4You, ONSS

**Le gouvernement a approuvé au Conseil des Ministres du 12 mai 2023 la réintroduction de 120 heures supplémentaires volontaires additionnelles, dites « heures de relance », pour la période 1<sup>er</sup> juillet 2023 - 30 juin 2025.**



La loi prévoit une réintroduction de cette mesure **dans tous les secteurs**.

Les travailleurs pourront effectuer **120 heures supplémentaires volontaires** en plus par année civile, appelées « **heures de relance** », en plus du contingent de base des heures supplémentaires volontaires.

- 120 heures de relance dans la période du 1<sup>er</sup> juillet 2023 au 31 décembre 2023
- 120 heures de relance tout au long de l'année 2024
- 120 heures de relance dans la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au 30 juin 2025.

## Qu'entend-on par heures de relance ?

Pendant la pandémie de coronavirus, le gouvernement a introduit un régime autorisant la prestation de 120 heures supplémentaires additionnelles par an à des conditions fiscalement avantageuses dans plusieurs secteurs essentiels.

Ces heures supplémentaires sont appelées « heures de relance ».

Le précédent accord interprofessionnel a **étendu la mesure à tous les secteurs** pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2021 au 31 décembre 2022 inclus.

Les heures de relance n'étaient donc **plus d'application depuis le 1er janvier 2023**.

**Les heures de relance viennent s'ajouter au contingent de base de 100 heures supplémentaires volontaires qui est également d'application dans tous les secteurs.**

## Quel est le traitement fiscal et social de ces heures de relance ?

**Aucun sursalaire ni repos compensatoire** n'est dû pour les heures de relance.

Le supplément de 50 ou 100 % (pour les dimanches et jours fériés) n'est donc pas d'application.

En outre, ces heures supplémentaires sont exonérées à la fois de **cotisations sociales, de précompte professionnel et d'impôt des personnes physiques**.

**Autrement dit, le salaire brut pour ces heures équivaut au salaire net.**

## Quelles sont les formalités à accomplir ?

- Le travailleur doit renouveler son **accord avec ce régime spécifique d'heures de relance par écrit** après chaque période de six mois.
- Cet accord écrit doit être conclu explicitement et **avant la période concernée**.
- Le nombre de **renouvellements n'est pas limité**.

# Compétitivité Report de paiement

Source : ONSS

Dans le cadre du renforcement de la compétitivité, la loi-programme du 26 décembre 2022 a prévu un report de paiement de 7,07% des cotisations patronales de base nettes pour les 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> trimestres 2023.

Contrairement à la réduction compétitivité (1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> trimestres 2023) qui était automatiquement calculée, le report doit être demandé par l'employeur lui-même via la déclaration ONSS.

## Employeurs concernés

Exactement comme pour la réduction compétitivité, il s'agit des

- employeurs qui relèvent de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires
- entreprises publiques autonomes et HR Rail (SNCB & Infrabel)
- institutions publiques de soins pour leurs activités avec un code NACE spécifique

## Travailleurs concernés

Tous les travailleurs pour qui les cotisations personnelles de base sont payées.

Ne sont donc entre autres pas inclus:

- les travailleurs flexi-job
- les étudiants sous cotisation de solidarité

## Montant du report

Les 7,07 % de report de paiement sont calculés sur les cotisations patronales de base nettes globales.

Il s'agit des cotisations patronales calculées sur tous les codes rémunération sur lesquels les cotisations patronales de base sont calculées, après déduction des réductions de cotisations patronales applicables à l'exception du forfait maribel social.



## Report et perception en 2025

**Les montants reportés sont divisés par 4.**

Chaque quart a une échéance de paiement propre :

- 30/04/2025
- 31/07/2025
- 31/10/2025
- 31/01/2026

Un document sera établi 2 mois avant chacune des 4 échéances de paiement pour rappeler à l'employeur le montant à payer.

